



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

# ARRETE MUNICIPAL PM-216-2024

## Portant autorisation de stationnement

Le Maire de la Roquebrussanne,

**VU** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et L.2122-18.

**VU** le Code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1 et R.411-5, R.411-8 et R.417-10,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var,

**VU** l'arrêté municipal n°2020/080 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3<sup>ème</sup> adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,

**VU** l'arrêté municipale n°01/2022 en date du 16 novembre 2022 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

**Considérant** la demande formulée le mercredi 10 juillet 2024 par Madame Jennifer MAHDESSIAN pour l'entreprise « AQUA VAR BATIMENT » relative à des travaux d'intérieur sis – 1 rue Saint Antoine à La Roquebrussanne,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique,

**Considérant** qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Dans le cadre de travaux, l'entreprise « AQUA VAR BATIMENT » est autorisée à occuper le domaine public en stationnant des véhicules immatriculés FT 149 VZ et CJ 275 KX n'excédant 19 tonnes sis 1 place des Marronniers du samedi 20 juillet au vendredi 02 aout 2024 de 08h00 à 17h00.

Le permissionnaire assurera par tous moyens la sécurité de l'ensemble des usagers.

**Le stationnement ne devra en aucun cas altérer la circulation des autres usagers.**

L'accès devra être libéré rapidement à la vue du passage des véhicules d'urgences.

### ARTICLE 2 :

Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'infraction ainsi qu'à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale, ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 et L417-10 du code de la route.

### ARTICLE 3 :

L'entreprise « AQUA VAR BATIMENT » veillera à préserver les droits des tiers, sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Il veillera par tous moyens à la sécurité des usagers.

Elle veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation.

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 4 :**

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

Le présent arrêté n'octroie pas dérogation à l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

**ARTICLE 7 :**

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le mardi 16 juillet 2024

Le Maire  
Michel GROS  
Et par délégation du Maire  
Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3<sup>ème</sup> adjoint

The image shows the official seal of the Municipality of La Roquebrussanne, Var. The seal is circular with a blue border containing the text 'MAIRIE DE LA ROQUEBRUSSANNE' at the top and 'VAR' at the bottom. Inside the seal, there is a central emblem depicting a building and a figure. A handwritten signature in black ink is written over the seal and extends to the right.